

Le 8 janvier 2014

Agriculture : pas de loi, des décisions !

TRIBUNE - Le gouvernement doit défendre les intérêts du monde agricole dans le cadre des négociations commerciales entre Bruxelles et les États-Unis, soulignent l'ancien ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire ainsi que 170 autres parlementaires UMP et UDI dont Bernard Accoyer et Gérard Larcher.

Monsieur le Premier ministre, sur votre proposition, nous entamons cette semaine l'examen d'un nouveau [texte de loi sur l'agriculture](#). Répond-il aux attentes concrètes des centaines de milliers de paysans français confrontés à une compétition européenne et internationale de plus en plus rude? Non. Est-il utile? Non. Est-il nécessaire? Encore moins. Nous allons siéger une semaine pour rien, au détriment des décisions courageuses qui sont désormais attendues par le monde agricole.

Ce texte de loi est une nouvelle illustration de la méthode de votre gouvernement: de grandes déclarations de principe plutôt que des engagements concrets qui permettraient réellement de changer les choses et de soutenir les producteurs agricoles ou industriels.

Ce texte de loi est un écran de fumée qui masque le vide total de politique agricole du gouvernement. Il ne palliera pas la faiblesse de votre ministre de l'Agriculture, qui semble se préoccuper davantage du Parti socialiste que de l'avenir des paysans français.

Alors monsieur le Premier ministre, plutôt que de persister dans cette voie, nous vous demandons de prendre sans délai les décisions attendues par le monde agricole. Elles ne sont pas révolutionnaires, elles sont simplement de bon sens. Elles demandent juste du courage. Elles soutiendront des paysans qui luttent sans relâche pour leur avenir et celui d'un secteur stratégique qui fait la force et la fierté de la France.

Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de veiller à ce que toutes les normes environnementales adoptées en France correspondent strictement aux textes européens, ni plus, ni moins, sans chercher à les anticiper ou à les durcir sur le plan national: notre agriculture ne peut plus subir des distorsions de concurrence. Nous vous demandons notamment une nouvelle négociation nationale des mesures du [5e programme d'actions nitrates](#).

Nous vous demandons de simplifier radicalement [le droit des installations classées](#), afin de favoriser leur regroupement rapide et soutenir ainsi le démarrage des jeunes agriculteurs dans leur vie active. Au nom de quoi faudrait-il deux ans en France pour obtenir une autorisation de regroupement de deux installations, qui simplifiera leur mise aux normes et donc leur modernité, contre six mois en Allemagne? En publiant le décret prévu à cet effet par la précédente majorité le 31 décembre dernier, vous avez avancé dans cette direction. Il faut maintenant aller plus loin.

Nos paysans ne supportent plus d'être des suspects permanents aux yeux de certaines administrations, alors qu'ils devraient être encouragés dans leur travail.

Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de veiller à ce que vos administrations simplifient la vie des producteurs, au lieu de la compliquer. Nos paysans ne supportent plus d'être des suspects permanents aux yeux de certaines administrations, alors qu'ils devraient être encouragés dans leur travail.

Nous vous demandons de rétablir la baisse des charges dans le secteur agricole, qui avait été mise en place par le précédent gouvernement, et que vous avez supprimée sans raison. Nous vous demandons de soutenir la mise en place de la [contractualisation dans le secteur laitier](#), qui est la seule réponse à la fin des quotas et à la concurrence européenne farouche qui en résultera. Nous vous demandons de veiller au bon équilibre entre producteurs, distributeurs et industriels.

Monsieur le Premier ministre, vous serez aussi responsable de l'issue des négociations commerciales en cours entre l'Union européenne et les États-Unis. Nous n'oublions pas que le commerce international fait la force de notre agriculture en particulier dans le secteur viticole, mais nous sommes inquiets à l'idée que l'agriculture soit la variable d'ajustement de ces négociations. Comment se fait-il que le Parlement français et les députés français au Parlement européen ne soient pas informés du contenu de ces négociations? Nous vous demandons un débat public sur ce sujet.

Monsieur le Premier ministre, nous ne pouvons pas imaginer que vous n'ayez à cœur, comme nous, de défendre sans relâche notre agriculture. Alors donnez-lui les moyens de se battre à armes égales avec ses concurrents. Assez de lois. Des décisions!

Liste des signataires:

ABAD Damien, ABOUD Elie, ACCOYER Bernard, ALBARELLO Yves, AMELINE Nicole, APPARU Benoist, AUBERT Julien, AUDIBERT-TROIN Olivier, AUDY Jean-Pierre, BARBIER Jean-Pierre, BÉCHU Christophe, BERRA Nora, BERRIOS Sylvain, BERTRAND Xavier, BIZET Jean, BONNOT Marcel, BOOG Françoise, BOUCHET Jean-Claude, BOULLAND Philippe, BRETON Xavier, BRUGUIÈRE Marie-Thérèse, BUFFET François-Noël, BUSSEREAU Dominique, CADEC Alain, CARDOUX Jean-Noël, CARRÉ Olivier, CAVADA Jean-Marie, CAYEUX Caroline, CHATEL Luc, CHATILLON Alain, CHERPION Gérard, CHEVROLLIER Guillaume, CHRETIEN Alain, CINIÉRI Dino, CIOTTI Eric, CORNU Gérard, CORNUT GENTILLE François, COSTES Jean-Louis, COUDERC Raymond, COURTIAL Edouard, DALLOZ Marie-Christine, DANJEAN Arnaud, DANTIN Michel, DARMANIN Gérald, de GANAY Claude, de LA RAUDIÈRE Laure, de LA VERPILLIÈRE Charles, DEBRÉ Isabelle, DECOOL Jean-Pierre, DELATTE Remi, DELATTRE Francis, DEMILLY Stéphane, DERIOT Gérard, DEROCHE Catherine, DES ESGAULX Marie-Hélène, DION Sophie, DOLIGÉ Éric, DOOR Jean-Pierre, DORD Dominique, DOUILLET David, DUBOIS Marianne, DUBY MULLER Virginie, DUPONT Jean-Léonce, EMORINE Jean-Paul, FASQUELLE Daniel, FAVENNEC Yannick, FENECH Georges, FERAT Françoise, FORT Marie-Louise, FOURNIER Bernard, FOURNIER Jean-Paul, FURST Laurent, GANDOLFI SCHEIT Sauveur, GAYMARD Herve, GENEVARD Annie, GEOFFROY Guy, GÉRARD Bernard, GILARD Franck, GINESY Charles-Ange, GIUDICELLI Colette, GOSSELIN Philippe, GOY-CHAVENT Sylvie, GROMMERCH Anne, GROSSETETE Françoise, GROSSKOST Arlette, GUAINO Henri, GUÉGOT Françoise, GUERRIAU Joël, GUIBAL Jean-Claude, GUILLOTEAU Christophe, HEINRICH Michel, HERBILLON Michel, HERTH Antoine, HETZEL Patrick, HORTEFEUX Brice, HOUEL Michel, HOUILLOIN Philippe, HUMMEL Christiane, HURÉ Benoît, JACQUAT Denis, JUVIN Philippe, KAROUTCHI Roger, KERT Christian, LABAUNE Patrick, LACROUTE Valerie, LAMBLIN Jacques, LARCHER Gérard, LARRIVÉ Guillaume, LE BRUN Agnès, LE CALLENNEC Isabelle, LE FUR Marc, LE GRIP Constance, LE MAIRE Bruno, LE RAY Philippe, LEFÈVRE Antoine, LEQUILLER Pierre, LEROY Maurice, LETT Celeste, LOUWAGIE Veronique, LURTON Gilles, MANCEL Jean-François, MARC Alain, MARCANGELI Laurent, MARLEIX Alain, MARLEIX Olivier, MARLIN Franck, MARTIN Philippe-Armand, MARTIN LALANDE, Patrice, MARTY Alain, MATHIEU Véronique, MAUREY Hervé, MAYET Jean-François, MOREL A L'HUISSIER Pierre, MORIN-CHARTIER Elisabeth, NACHURY Dominique, OLLIER Patrick, PAUL Philippe, PECRESSE Valerie, PERRUT Bernard, POINTEREAU Rémy, POISSON Jean-Frederic, POLETTI Berengere, PONGA Maurice, PONIATOWSKI Axel, PONIATOWSKI Ladislav, PONS Josette, PRIMAS Sophie, PROUST Franck, QUENTIN Didier, REISS Frederic, REITZER Jean-Luc, REYNÈS Bernard, RIESTER Franck, RIQUET Dominique, SAIFI Tokia, SALÉN Paul, SANCHEZ-SCHMID Marie-Thérèse, SCELLIER François, SCHMID Claudine, SERMIER Jean-Marie, SIRE Fernand, SITTLE Esther, SOLERE Thierry, SORDI Michel, STRAUMANN Eric, STRIFFLER Michèle, STURNI Claude, SUGUENOT Alain, TARDY Lionel, TAUGOURDEAU Jean-Charles, TROENDLE Catherine, TRUCY François, VAUTRIN Catherine, VERCHÈRE Patrice, VIGIER Jean-Pierre, VITEL Philippe, WAUQUIEZ Laurent, WOERTH Eric, ZIMMERMANN Marie-Jo